

BOLIVIE - Les évènements des derniers mois confirment que les ruptures démocratiques sont des coups d'État

Emir Sader

lundi 2 mars 2020, mis en ligne par [Françoise Couëdel](#)

Vendredi 21 février 2020.

Depuis qu'elle a adopté une nouvelle stratégie la droite latino-américaine s'efforce de clamer haut et fort qu'elle a renversé des gouvernements progressistes par des voies démocratiques, grâce aux mobilisations populaires, civiques, de la « société civile », contre des gouvernements qui avaient enfreint la constitutionnalité, commis des arbitrages, des atteintes à la démocratie.

Elle l'a fait au Brésil, en renversant le gouvernement récemment réélu de Dilma Rousseff, alléguant des arrangements budgétaires, ce qui n'autorise pas, selon la Constitution brésilienne, à lancer la procédure de destitution d'un président de la République. Le caractère arbitraire et anticonstitutionnel de la décision est tel que, à nos jours, presque quatre ans plus tard, le Tribunal suprême constitutionnel (TSF), la plus haute instance judiciaire du Brésil, n'a toujours pas engagé la procédure de destitution contre Dilma Rousseff. S'il consulte la Constitution, il ne va trouver aucun argument en faveur de la plus grave décision qu'un congrès puisse prendre : renverser une présidente récemment réélue démocratiquement à la fonction, par un vote populaire. Raison pour laquelle il diffère sa prise de position, comme si le temps pouvait faire oublier la connivence du pouvoir judiciaire brésilien dans le coup d'État qui a brisé la démocratie brésilienne et fait passer le pays des gouvernements les plus vertueux de son histoire à l'enfer qu'il vit actuellement.

Savoir si la destitution a été un coup d'État ou non, est absolument fondamental car soit on estime que cet acte est une rupture de la démocratie, une violation de la Constitution brésilienne soit, au contraire, comme le soutiennent la droite et ses porte-paroles dans les médias, il s'agirait d'un changement de cap, d'un acte parfaitement légal et acceptable, pour renverser un gouvernement que la droite n'a pas su mettre en échec par des moyens démocratiques, après avoir été battue quatre fois successivement.

Quand la droite a battu un gouvernement progressiste par des élections, comme cela s'est produit en Argentine, en respectant les institutions démocratiques, elle a été ouvertement mise en déroute quatre ans plus tard. Cela confirme que la droite peut aller jusqu'à triompher par des voies démocratiques, mais elle n'a pas de politiques qui donnent la stabilité et un soutien populaire à ses politiques néolibérales, réinstaurées immédiatement, quand elle revient au pouvoir. La démocratie se révèle incompatible avec le néolibéralisme qui condamne la droite à la défaite, si elle n'utilise pas de méthodes anti-démocratiques.

Le cas de la Bolivie est d'une certaine façon similaire à celui du Brésil. La droite s'est associée aux forces policières et aux Forces armées (FFAA), en comptant sur les médias et le pouvoir judiciaire pour renverser le gouvernement légalement réélu d'Evo Morales. Elle a prétexté des illégalités électorales, mentionnées par l'OEA, qui s'est rapidement révélée partie prenante du coup d'État, au point qu'elle avait proposé de nouvelles élections, acceptées par Evo Morales, mais elle a abandonné cette possibilité pour se rallier à un gouvernement ouvertement insurrectionnel et dictatorial.

La preuve définitive de ce que ce mouvement serait de restauration démocratique ou non, au contraire de rupture de la démocratie, serait donnée par les nouvelles élections convoquées par la présidente qui, sans aucune légitimité institutionnelle, a pris la tête du gouvernement. La répression contre les mouvements

populaires, l'emprisonnement de dirigeants du MAS, les conditions de plus en plus restrictives qu'elle prétend imposer pour ces élections futures, convoquées en principe pour mai de cette année, confirment qu'il s'est agi d'un simulacre de mouvement de mobilisation populaire et de restauration démocratique, comme a voulu l'affirmer la droite bolivienne, soutenue par le gouvernement des États-Unis et ses alliés dans la région.

L'interdiction récente de la candidature d'Evo Morales au Sénat bolivien, ne fait que confirmer les conditions de contrôle, antidémocratiques, excluantes, dans lesquelles prétendent se réaliser les élections. Luis Arce, le candidat du MAS (Mouvement vers le socialisme) qui assume le leadership dans les enquêtes, jusqu'à la réalisation même de ces élections, se met en danger, car les forces armées occupent des espaces déterminants dans le gouvernement actuel.

La Bolivie prend le même chemin que le Brésil, de la guerre hybride, du régime d'exception et non la voie de l'Argentine où les forces démocratiques se sont imposées à nouveau car dans la bataille électorale les conditions démocratiques minima ont été maintenues.

Traduction française : **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/204885>.